

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1806

Artikel: Tous les partis ne jurent que par la concordance, mais rares sont ceux qui y croient encore : la candidature et l'élection d'Ueli Maurer ne renforcent nullement le système politique suisse
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012648>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 03.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tous les partis ne jurent que par la concordance, mais rares sont ceux qui y croient encore

La candidature et l'élection d'Ueli Maurer ne renforcent nullement le système politique suisse

Jean-Daniel Delley (13 décembre 2008)

Tous les partis ont proclamé leur attachement à la concordance. A l'occasion de l'élection complémentaire au Conseil fédéral, ils ont martelé la nécessité de la préserver ou de la restaurer. Les Verts mis à part, toutes les formations politiques ont admis la prétention de l'UDC à occuper le siège vacant. Seul objet véritable de litige, la personnalité du futur élu: un dur, dans la ligne politique du père fondateur, ou un modéré? En effet, dès l'annonce de la démission de Samuel Schmid, le débat s'est limité au choix de la personne, à sa capacité à faire équipe, à respecter la collégialité et quelques principes – l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs en particulier – que son prédécesseur UDC avait ignorés sans états d'âme. De l'UDC elle-même et de sa disposition à exercer une responsabilité gouvernementale, pas un mot.

Certes la question de la

personnalité d'un ou d'une candidate n'est pas anodine, en témoigne la colossale erreur du Parlement portant à l'exécutif le tribun zurichois en 2003. Mais la concordance n'est pas d'abord affaire de personnes. Elle concerne au premier chef des partis politiques et leur volonté de déléguer au Conseil fédéral des représentants qui s'engagent, par delà leurs divergences politiques, à trouver des solutions susceptibles d'obtenir l'aval du Parlement et, le cas échéant, du peuple. Des partis qui adhèrent à des valeurs communes variant par ailleurs dans le temps. Les conservateurs accèdent au Conseil fédéral à la fin du 19ème siècle lorsqu'ils reconnaissent la légitimité de l'Etat fédéral de 1848. Les socialistes admettent la nécessité d'une défense nationale armée et abandonnent le dogme de la lutte des classes, payant ainsi leur intégration à l'exécutif dès 1943. Aujourd'hui, le prix à exiger de l'UDC, c'est la

reconnaissance de la nécessité vitale pour la Suisse de développer ses relations bilatérales avec l'Europe. Or ce parti, en attaquant de manière systématique les accords bilatéraux, condamne le pays à l'isolement et met en danger son avenir. Par ailleurs le mépris qu'il affiche pour les institutions – voir notamment la disposition statutaire prévoyant l'exclusion du parti de tout élu au Conseil fédéral qui n'aurait pas été proposé par le groupe parlementaire – et pour ses adversaires, son recours constant à la stigmatisation de groupes de la population et son incapacité à œuvrer à des solutions de compromis montrent à l'évidence qu'il n'adhère pas à la concordance. Si ce n'est verbalement pour justifier sa revendication à occuper des places au gouvernement, puis tout aussitôt annoncer qu'il pourrait bien tenter à la prochaine occasion d'arracher l'un de ses sièges aux socialistes.

Surveillance des loyers: DP est gouvernemental à 100%

Pourquoi la nouvelle proposition du Conseil fédéral sur l'indexation des loyers est excellente

Albert Tille (15 décembre 2008)

Après une longue décennie de tergiversations et l'échec d'une initiative populaire, le Conseil fédéral propose une nouvelle

surveillance des loyers qui devrait obtenir l'accord du parlement et mettre fin à la confrontation des partenaires

sociaux. Propriétaires et locataires étaient d'accord d'abandonner le couplage des loyers et des taux